

## Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 5 FÉVRIER 1905.

---

Budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique  
pour l'exercice 1905 (1).

---

### RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. COLAERT.

---

MESSIEURS,

Le Budget de l'Intérieur et de l'Instruction publique a été longuement discuté dans la session de 1903-1904. La Chambre se propose-t-elle, en face d'une session qui paraît devoir être courte, de donner la préférence à la discussion d'autres budgets qui ont été examinés plus brièvement l'an dernier?

On le dirait, si l'on consulte les procès-verbaux des sections. Elles ont à peine effleuré le budget soumis à l'examen de la section centrale. Celle-ci, elle-même, n'est pas entrée dans une longue discussion des articles qui composent le budget; et elle a chargé son rapporteur de résumer les observations et les critiques présentées dans les diverses sections.

### NOTE PRÉLIMINAIRE.

Il résulte de la note qui précède le projet de budget, que les crédits proposés pour l'exercice 1905 s'élèvent à la somme de 55,516,290 francs, tandis que ceux alloués en 1904 ne se montaient qu'à 52,565,269 francs; d'où une augmentation de 2,951,021 francs, qui se décompose ainsi: 565,021 francs de dépenses ordinaires, et 2,388,000 francs de dépenses exceptionnelles.

---

(1) Budget n<sup>o</sup> 4<sup>VI</sup>.

(2) La Section centrale, présidée par M. Schollaert, était composée de MM. Tibbaut, Cousot, Cartuyvels, Hoyois, Mechelyneck et Colaert.

Dans les dépenses exceptionnelles figure le crédit de 3,000,000 de francs, déjà voté par les Chambres, pour les fêtes du soixante-quinzième anniversaire de l'indépendance nationale.

Les augmentations sont justifiées dans la note préliminaire. Quant aux diminutions, elles sont dues surtout à ce fait qu'en l'année 1904 il y a eu des élections générales, ce qui ne sera pas le cas pour 1905. De là, une réduction de 293,000 francs.

La section centrale est d'avis qu'il y a lieu d'allouer au budget les crédits demandés, leur utilité n'ayant été contestée par personne.

La 1<sup>re</sup> section a adopté le budget par dix voix contre une ;

La 2<sup>e</sup> par onze voix et une abstention ;

La 3<sup>e</sup> par neuf voix contre six ;

La 4<sup>e</sup> par sept voix et cinq abstentions ;

La 5<sup>e</sup> par neuf voix contre trois ;

La 6<sup>e</sup> par dix voix contre une et trois abstentions.

### DISCUSSION GÉNÉRALE.

La question des droits d'auteur a de nouveau été soulevée dans une des sections. La section centrale ne peut que s'en référer à ses rapports antérieurs, qui ont examiné cette question d'une façon approfondie.

Dans la précédente session, elle a fait l'objet d'une longue discussion à la Chambre des Représentants, à la suite de laquelle le Gouvernement a nommé une commission chargée d'examiner les nombreux griefs qui, de toutes parts, ont été signalés à notre attention.

Cette commission s'est réunie une fois dans le courant de l'été dernier ; mais, depuis cette époque, elle n'a plus été convoquée. La section centrale prie le Gouvernement d'attirer l'attention de la Commission sur la nécessité de donner son avis au sujet des questions qui ont été soumises à son examen.

La cinquième section s'est préoccupée de savoir si le projet de loi relatif à la police rurale sera bientôt déposé par le Gouvernement.

Là, il y a un projet élaboré par une commission spéciale, qui a déposé son travail. Il est à souhaiter que les départements ministériels que la chose concerne, se mettent d'accord pour déposer un projet de loi qui est dans les vœux de toutes les administrations communales et qui préoccupe vivement l'opinion publique.

La section centrale a été saisie, par la sixième section, de la question des traitements des instituteurs primaires.

La Chambre n'ignore pas que trois propositions de loi ont été déposées au sujet des modifications à apporter au traitement de ces instituteurs. La section centrale, chargée de l'examen de ces propositions, s'est réunie il y a quelques jours. La question est donc à l'étude, et il est probable qu'elle pourra faire l'objet d'un rapport dans le courant de la session actuelle.

La cinquième section a exprimé le vœu de voir le Gouvernement s'enquérir

sur le point de savoir si l'enseignement du flamand dans les provinces wallonnes a fait du progrès pendant ces dernières années.

Un membre de la deuxième section déplore les retards apportés à la liquidation de la part de l'Etat dans les traitements des instituteurs communaux. Aucun cas spécial n'a été signalé à la section centrale, dont des membres, appartenant à des administrations communales, ont dû reconnaître que chez eux le paiement de la part due par l'Etat se fait régulièrement. S'il en était autrement, pour certaines petites communes, comme on l'a affirmé, ces retards seraient fâcheux, leurs administrations ne pouvant clôturer, en temps voulu, leurs comptes annuels.

Enfin l'on a signalé à l'attention du Gouvernement la situation de l'école normale créée par le conseil provincial du Hainaut qui, de l'avis d'un membre de la deuxième section, devrait pouvoir conférer des grades légaux, et celle de l'école des mines, dont le Gouvernement s'obstine, dit-on, à ne pas reconnaître les diplômes qui y sont délivrés.

### EXAMEN DES ARTICLES.

A l'article 10, un membre désire savoir si le Gouvernement ne se propose pas de faire mettre en discussion le projet de loi sur l'augmentation des traitements des secrétaires communaux.

Un autre membre fait observer que déjà la loi du 3 juillet 1894 a accordé à ces fonctionnaires des augmentations quinquennales de traitement qui auront pour effet d'élever, en 1903, le montant total de leurs traitements à près de 2,600,000 francs.

Un autre avantage résultant, pour ces agents, des augmentations prévues par la loi, consiste en ce que les secrétaires communaux qui participent à la caisse centrale de prévoyance, obtiennent une augmentation du subside que l'Etat est tenu d'allouer à cette caisse, en vertu de l'article 4, n° 4, de la loi du 30 mars en 1864. Ce subside, égal à 2 p. c. de la somme totale des traitements des secrétaires, nécessite, pour 1903, une augmentation de 4,000 fr. sur le crédit alloué pour 1904. Ce crédit est ainsi porté à 52,000 francs.

Il faut reconnaître que la loi de 1894 constitue une amélioration notable de la position des secrétaires communaux. Aussi la Section centrale pense-t-elle qu'il n'y a aucune urgence à discuter les nouvelles propositions d'augmentation de traitement de ces agents.

### CHAPITRE IV.

#### AFFAIRES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

On a fait observer que les communes sont, de plus en plus, chargées de services qui sont d'intérêt général.

Ces services, dit-on, exigent un travail croissant sans cesse de la part des administrations communales, sans que l'Etat compense, dans une mesure suffisante, les sacrifices qui en résultent pour les communes.

La question a été souvent débattue à la Chambre. Mais n'a-t-on pas perdu de vue que si certains services occasionnent des frais aux communes où ils sont établis, ils sont fréquemment aussi une cause de ressources pour les habitants de ces communes?

D'autre part, n'oublie-t-on pas que le Gouvernement a augmenté considérablement les ressources des communes, surtout dans ces dernières années, en créant, par exemple, le fonds spécial, qui donne 1 franc par tête d'habitant?

N'est-il pas vrai aussi de dire que si les services que l'on vise étaient rémunérés exclusivement par l'État, celui-ci les considérerait de plus en plus comme les siens, contrairement au principe bienfaisant de la décentralisation?

Nous croyons qu'il existe actuellement une proportion suffisante entre les frais que les services en question occasionnent aux communes et les subventions de toute nature que celles-ci reçoivent de l'État.

Un membre estime nécessaire de rappeler les observations présentées par la Cour des comptes, en 1902, relatives à l'application aux provinces des règles de la comptabilité de l'État (1).

Le même membre regrette l'absence de renseignements statistiques sur les finances communales; les derniers renseignements publiés dans le dernier *Annuaire statistique* (t. XXXI, 1903) portent sur l'année 1892.

## CHAPITRE V.

### AFFAIRES ÉLECTORALES.

A la suite d'une observation faite par un membre de la sixième section, la section centrale attire l'attention du Gouvernement sur la nécessité, pour les bureaux centraux électoraux, d'avoir un tableau complet pour le recensement des votes.

Le tableau actuel présente, en effet, des lacunes qu'il importe de combler.

La section centrale croit devoir signaler aussi au Gouvernement qu'un projet de loi, déposé le 19 avril 1898, proposait de modifier quelques articles du Code électoral, afin de les mettre en harmonie avec certains articles de la loi du 31 mars de la même année.

Ainsi, notamment, la loi du 31 mars fixe l'époque des élections pour le renouvellement partiel ordinaire des Chambres législatives, au quatrième

---

(1) La loi du 15 mai 1846, dit la Cour, a réglementé minutieusement l'emploi des deniers de l'État. Mais le législateur n'a imposé aux provinces que les règles établies pour la durée des budgets, pour la reddition des comptes et les dispositions relatives à la déchéance et à la prescription des créances. Aucun texte de loi ne permet à la Cour des comptes d'exiger des administrations provinciales que l'exécution de travaux ou fournitures d'une certaine importance soit précédée de contrats; aucune disposition légale n'oblige les provinces de recourir à l'adjudication publique; aucun article de loi ne leur défend de contracter pour un terme plus long que la durée du budget.

dimanche du mois de mai. Or, aux termes des articles 249 et 251 du même code, les mandats des membres de la Chambre des Représentants et du Sénat n'expirent qu'en juillet.

Le projet de loi en question remplace la date du premier dimanche de juillet par celle du premier dimanche de juin.

Il convient, en effet, de ne pas maintenir en fonctions, pendant plus d'un mois après l'élection, les représentants et sénateurs dont le mandat n'a pas été renouvelé par le corps électoral.

Le même projet remplaçait la date du 1<sup>er</sup> mai, fixée aux articles 231 et 232 du Code électoral, par celle du 1<sup>er</sup> mars; la date du 31 mai fixée à l'article 233 du même code par celle du 31 mars, et la date du 15 juin fixée à l'article 237, par celle du 15 avril.

Ce projet de loi devint caduc à la suite de la dissolution des Chambres en 1900. Il y a lieu, pour le Gouvernement, de le reproduire. La section centrale insiste pour qu'il le fasse dans le courant de la présente session, et exprime le vœu de le voir voter sans retard, de façon à le rendre applicable aux élections de 1906.

#### ART. 53. — *Bibliothèque royale.*

Un membre de la troisième section a signalé la désorganisation de la Bibliothèque et l'insuffisance du matériel scientifique.

A la suite des scandales qui s'y sont produits, dit-il, on a pris des mesures, quant au personnel. Mais rien n'a été fait dans le sens de l'amélioration du service et du matériel scientifique. Cette situation est humiliante, ajoute-t-il, pour un pays qui s'est fait une place honorable en Europe au point de vue scientifique.

La section centrale pense qu'il faut attendre, du renouvellement du personnel et de l'initiative de la Commission de la bibliothèque, les améliorations qu'il y a lieu d'introduire, si tant est que ces améliorations soient nécessaires. Elle s'en réfère aux explications qui ne manqueront pas d'être données par le Gouvernement.

Le même membre a fait observer que pour ce qui concerne l'Institut bibliographique, le Gouvernement n'a pas fait usage de l'augmentation de crédit de 10,000 francs que les Chambres ont votée en 1902.

Il paraît qu'en effet on n'achète plus rien ou qu'on acquiert peu de chose en fait d'ouvrages contemporains.

La section centrale désire savoir pour quels motifs le Gouvernement n'a pas utilisé le crédit mis à sa disposition. Elle a fait valoir précédemment les raisons qui justifiaient l'augmentation de crédit ci-dessus. Les Chambres l'ayant votée, n'y a-t-il pas lieu d'en faire usage?

## CHAPITRE XII.

### ENSEIGNEMENT MOYEN.

A l'article 78, la quatrième section a demandé si c'est par principe que le Gouvernement se refuse à intervenir dans les frais de construction des écoles moyennes.

La section centrale se borne à demander à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique de s'expliquer à ce sujet dans la discussion de son budget.

## CHAPITRE XIII.

### ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Tous les crédits relatifs à l'enseignement primaire reçoivent des augmentations.

Les plus notables sont celles qui concernent le service ordinaire de l'instruction primaire (330,000 fr.) et celui des écoles gardiennes et des écoles d'adultes (143,000 fr.). Elles sont une conséquence, d'une part, de l'augmentation de la population du royaume, et, d'autre part, de l'amélioration de la fréquentation scolaire.

Il est intéressant de consulter à ce sujet les notes préliminaires sous les articles 103 et 112. Il en résulte que le nombre et la population des écoles primaires communales, adoptées et adoptables, augmentent d'année en année.

Il en est de même des écoles gardiennes et d'adultes. C'est ainsi que, pendant l'année 1903, l'accroissement de la population scolaire a été, pour les premières, de 9,249 élèves, et, pour les secondes, de 19,271 élèves.

Les augmentations de crédit proposées se justifient donc pleinement, et la section centrale ne peut qu'en proposer l'adoption par la Chambre.

Il en est de même du crédit de 800,000 francs demandé par le projet de budget pour la construction, l'ameublement etc., de maisons d'écoles primaires (art. 120).

Mais à ce sujet, l'on a fait observer que ce crédit pourrait être insuffisant, par suite de cette circonstance que le Gouvernement est en retard de liquider les subsides dus à certaines communes. On a même prétendu qu'il y a un arriéré immense et que le Gouvernement doit à plusieurs communes des sommes considérables.

S'il en est ainsi, le crédit de 800,000 francs devra servir en partie à liquider ces sommes; mais alors on se demande comment le Gouvernement donnera suite à tous les projets qu'il reconnaît justifiés.

Jusqu'en 1899, le crédit n'était qu' de 700,000 francs. Il a été porté à

800;000 francs au budget amendé pour l'exercice 1900. Depuis lors, il a été maintenu à ce chiffre, qui paraît encore insuffisant.

Le projet de budget a été adopté à l'unanimité moins une abstention.

*Le Rapporteur,*

R. COLAERT.

*Le Président,*

F. SCHOLLAERT.

---

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 3 FEBRUARI 1905.

---

Begrooting van 't Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs  
voor het dienstjaar 1905 (1).

---

## VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COLAERT.

---

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs werd breedvoerig behandeld gedurende het zittingsjaar 1903-1904. Zou de Kamer, gezien de loopende zittijd kort schijnt te moeten duren, vanzins zijn de voorkeur te geven aan andere begrootingen, die verleden jaar korter werden besproken?

Men zou het denken, wanneer men de processen-verbaal der afdeelingen raadpleegt. Deze hebben te nauwernood de begrooting aangeraakt en de Middenafdeeling zelve stapte vlug heen over de artikelen der begrooting. Zij gelastte haren verslaggever de opmerkingen en bedenkingen der verschillende afdeelingen samen te vatten.

### INLEIDINGSNOTA.

Uit de nota, die het ontwerp van begrooting voorafgaat, blijkt dat de kredieten, uitgetrokken voor 1903, de som van 33,516,290 frank bedroegen, terwijl de in 1904 toegekende slechts 32,565.269 frank beliepen, dus eene verhooging van 29,51,021 frank, verdeeld als volgt : 363,021 frank gewone en 2,588,000 frank buitengewone uitgaven.

---

(1) Begrooting, n<sup>o</sup> 4<sup>VI</sup>.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Schollaert, bestond uit de heeren Tibbaut, Cousot, Cartuyvels, Hoyois, Mechelynck en Colaert.



Onder de buitengewone uitgaven komt voor, het reeds door de Kamers toegestane krediet van 3,000.000 frank, voor de feesten der vijfenzeventigste verjaring van 's lands onafhankelijkheid.

De redenen voor deze verhoogingen worden opgegeven in de inleidende nota. De verminderingen zijn vooral hier aan te wijten, dat er in 1904 algemeene verkiezingen plaats hadden, wat in 1905 niet het geval zal zijn. Daaruit volgt een vermindering van 295,000 frank.

De Middenafdeeling is van oordeel dat de aangevraagde kredieten dienen te worden toegestaan, aangezien niemand het nut daarvan heeft betwist.

De 1<sup>e</sup> afdeeling keurde de begroting goed met tien stemmen tegen ééne;

De 2<sup>e</sup>, met elf stemmen en eene onthouding;

De 3<sup>e</sup>, met negen stemmen tegen zes;

De 4<sup>e</sup>, met zeven stemmen en vijf onthoudingen;

De 5<sup>e</sup>, met negen stemmen tegen drie;

De 6<sup>e</sup>, met tien stemmen tegen ééne en drie onthoudingen.

### ALGEMEENE BERAADSLAGING.

Andermaal werd in eene der afdeelingen gehandeld over het auteursrecht. De Middenafdeeling kan enkel verwijzen naar hare vroegere verslagen, waarin deze zaak grondig werd onderzocht.

In den voorgaanden zitting, ontstond daarover eene langdurige beraadslaging ter Kamer der Volksvertegenwoordigers, en ten gevolge daarvan, benoemde de Regeering eene commissie, belast met het nagaan van de talrijke grieven waarop van vele zijden onze aandacht werd gevestigd.

Deze commissie vergaderde éénmaal in den loop van verleden zomer doch werd nadien niet meer bijeengeroepen. De Middenafdeeling verzoekt de Regeering aan de Commissie te doen opmerken dat het voor haar noodig is hare meening uit te brengen over de vraagstukken die zij te onderzoeken heeft.

De vijfde afdeeling verlangde te weten of het ontwerp van wet op de landelijke politie eerlang door de Regeering wordt overgelegd.

Er is een ontwerp opgemaakt door eene bijzondere commissie, en deze heeft haar werk ingeleverd. Het is te wenschen dat de ministeriën, wien de zaak aanbelangt, het eens worden over een ontwerp van wet, dat wordt gewenscht door al de gemeentebesturen en waarmede de openbare meening zich ten eerste bezighoudt.

De zesde afdeeling onderwierp aan de Middenafdeeling het vraagstuk van de jaarwedde der lagere onderwijzers.

De Kamer weet dat er drie wetsvoorstellen werden ingediend over de wijzigingen, toe te brengen aan de jaarwedde der onderwijzers. De Middenafdeeling, belast met het onderzoek van die voorstellen, vergaderde eenige dagen geleden. Dus ligt de zaak ter studie, en waarschijnlijk kan nog in den loop van dezen zitting verslag daarover worden uitgebracht.

De vijfde afdeeling uitte den wensch dat de Regeering zou onderzoeken

of het onderwijs der Nederlandsche taal in de Waalsche provinciën in de laatste jaren vooruitging.

Een lid der tweede afdeeling betreurt de laattijdige uitbetaling van Staats aandeel in de jaarwedde der gemeenteonderwijzers. Geen bijzonder geval werd medegedeeld aan de Middenafdeeling, welker leden behorende tot gemeentebesturen moesten bekennen dat ten hunnent het Staats aandeel geregeld wordt mitbetaald. Is het, zooals werd bevestigd, anders gesteld met sommige kleine gemeenten, dan zou die vertraging te bejammeren zijn, omdat hare besturen dien ten gevolge de jaarlijksche rekeningen niet intijds kunnen sluiten.

Ten slotte werd de aandacht der Regeering gevestigd op den toestand der normaalschool, door den provincialen raad van Henegouw opgericht en die, naar 't oordeel van een lid der tweede afdeeling, in staat zou moeten zijn wettelijke diploma's af te leveren, en op dien van de school der mijnen, welker diploma's, naar men zegt, de Regeering hardnekkig blijft weigeren te erkennen.

### ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

Onder artikel 10, verlangt een lid te weten of de Regeering niet van plan is het ontwerp van wet op de verhooving van de jaarwedde der gemeentesecretarissen in behandeling te geven.

Een ander lid doet opmerken dat reeds door de wet van 3 Juli 1894 aan deze ambtenaren vijfjarige verhoogingen van jaarwedde werden toegekend, die in 1903 het algemeen bedrag hunner jaarwedden tot nagenoeg 2,600,000 frank zullen vermeerderen.

Een ander voordeel, voor deze beambten volgende uit de door de wet voorziene verhoogingen, is dat de gemeentesecretarissen, deelachtig aan de centrale voorzorgskas, eene hoogere toelage erlangen, welke de Staat aan deze kas moet verstrekken krachtens artikel 4, n<sup>o</sup> 4 der wet van 30 Maart 1861. Deze toelage, gelijkstaande met 2 t. h. van de gansche som der jaarwedden van de secretarissen, vergt voor 1903 eene verhooving van 4,000 frank op het in 1904 uitgetrokken krediet. Dit laatste is aldus gebracht op 52,000 frank.

Het valt niet te ontkennen dat door de wet van 1894, de toestand der gemeentesecretarissen merkelijk werd verbeterd. Ook denkt de Middenafdeeling dat er geene haast is bij het behandelen van de nieuwe voorstellen tot verhooving van de jaarwedde dezer beambten.

### HOOFDSTUK IV.

#### PROVINCIE- EN GEMEENTEZAKEN.

Er is aangemerkt dat de gemeenten steeds in ruimere mate worden belast met diensten van algemeen belang.

Deze diensten, zegt men, vergen een immer toenemend werk vanwege de

gemeentebesturen. zonder dat de Staat op voldoende wijze de opofferingen vergoedt, die daaruit voor de gemeenten voortspruiten.

Die zaak werd meermaals in de Kamer besproken. Werd evenwel niet uit het oog verloren dat, zoo sommige diensten kosten veroorzaken aan de gemeenten, waar zij gevestigd zijn, zij vaak ook hulpmiddelen opleveren voor de ingezetenen van die gemeenten?

En vergeet men niet anderzijds dat de Regeering de hulpmiddelen der gemeenten merkelyk verhoogde, vooral in de laatste jaren, bij voorbeeld door het tot stand brengen van het bijzonder fonds, dat 1 frank per ingezetene oplevert?

Is het ook niet waar dat, zoo bedoelde diensten uitsluitend door den Staat werden betaald, deze ze meer en meer als de zijne zou beschouwen. in strijd met het heilzaam beginsel der decentralisatie?

Onzes denkens bestaat er thans eene voldoende verhouding tusschen de kosten, door bedoelde diensten veroorzaakt aan de gemeenten en de toelagen van allen aard, die deze van den Staat erlangen.

Een lid acht het noodzakelyk te herinneren aan de opmerkingen der Rekenkamer in 1902, betreffende de toepassing der regelen van Staats boekhouding op de provinciën (1).

Hetzelfde lid betreurt dat er geene statistische inlichtingen over de gemeente-financiën bestaan; de jongste inlichtingen, afgekondigd in het laatste Statistisch Jaarboek (deel XXX, 1903), betreffen het jaar 1892.

## HOOFDSTUK V.

### KIESZAKEN.

Ten gevolge eener opmerking van een lid der zesde afdeeling, deed de Middenafdeeling bij de Regeering uitschijnen dat de hoofdbureelen voor de verkiezingen eene volledige tabel zouden moeten hebben voor het opnemen der stemmen.

In de thans bestaande tabel zijn er trouwens leemten, die dienen aangevuld te worden.

De Middenafdeeling denkt de Regeering insgelijks in bedenking te moeten geven dat een ontwerp van wet. overgelegd den 19<sup>n</sup> April 1898, voorstelde enkele artikelen van het Kieswetboek te wijzigen, om ze overeen te brengen met sommige artikelen der wet van 31 Maart van hetzelfde jaar.

---

(1) De wet van 13 Mei 1846, zegt de Rekenkamer, regelde zorgvuldig het gebruik van Staatspenningen. Doch de wetgever heeft aan de provinciën slechts de regelen opgelegd die zijn vastgesteld voor den duur der begrootingen, voor het inleveren van de rekeningen en de bepalingen betreffende de vervallenverklaring en de verjaring der schuldvorderingen. Geen wets-tekst veroorlooft de Rekenkamer, van de provinciale besturen te eischen dat de uitvoering van werken of leveringen van zeker bedrag wordt voorafgegaan door overeenkomsten; geene wets-bepaling verplicht de provinciën tot openbare aanbesteding; geen wetsartikel verbiedt haar overeenkomsten te sluiten voor langeren tijd dan den duur der begrooting.

Zoo bepaalt, namelijk, de wet van 31 Maart het tijdstip der verkiezingen voor de gewone gedeeltelijke vernieuwing der Wetgevende Kamers op den vierden Zondag der maand Mei. Welnu, volgens de artikelen 249 en 251 van hetzelfde wetboek, eindigt het mandaat der leden van Kamer en Senaat eerst in Juli.

Bedoeld ontwerp vervangt den datum van den eersten Zondag van Juli door dien van den eersten Zondag van Juni.

Trouwens, de volksvertegenwoordigers en senatoren, wier mandaat niet werd vernieuwd door het kiezerskorps, hoeven niet langer dan eene maand na de verkiezing in hun ambt te worden gehandhaafd.

Hetzelfde ontwerp verving den datum van 1 Mei, bepaald bij de artikelen 231 en 232 van het Kieswetboek, door dien van 1 Maart; den datum van 31 Mei, bepaald bij artikel 235 van hetzelfde wetboek, door dien van 31 Maart, en den datum van 15 Juni, bepaald bij artikel 237, door dien van 15 April.

Dit ontwerp van wet verviel ten gevolge van de ontbinding der Kamers in 1900. De Regeering zou het opnieuw moeten indienen. De Middenafdeeling dringt aan opdat zij het zou doen in den loop van dezen zittijd, en uit den wensch dat het onverwijld worde goedgekeurd, opdat het van toepassing zou zijn op de verkiezingen in 1906.

#### ART. 53. — *Koninklijke bibliotheek.*

Een lid der derde afdeeling wees op den ontredderden staat der Bibliotheek en het ontoereikend wetenschappelijk materieel.

Ten gevolge van de ergerlijke voorvallen aldaar, zijn er, zegt hij, maatregelen genomen betreffende het personeel. Doch niets werd gedaan voor de verbetering van den dienst en van het wetenschappelijk materieel. Deze toestand is, voegt hij er bij, vernederend voor een land dat in een wetenschappelijk opzicht eene eervolle plaats in Europa verwierf.

De Middenafdeeling denkt dat men van de vernieuwing des personeels en van den ondernemingsgeest van de Commissie der Bibliotheek de verbeteringen moet verwachten, die zijn in te voeren, voor zooveel die verbeteringen noodzakelijk zijn. Zij verlaat zich op de uitleggingen, die de Regeering voorzeker zal geven.

Hetzelfde lid doet opmerken dat de Regeering voor het bibliographisch Instituut geen gebruik maakte van de kredietsverhooging, ten bedrage van 10,000 frank, door de Kamers in 1902 toegestaan.

't Schijnt inderdaad dat er niets of weinig wordt aangekocht in zake van hedendaagsche werken.

De Middenafdeeling verlangt te weten waarom de Regeering geen gebruik maakte van het ter harer beschikking gestelde krediet. Vroeger zette zij de redenen uiteen waaromdit krediet noodzakelijk was. Nu het door de Kamers werd toegestaan, hoeft er nu geen gebruik van gemaakt te worden?

## HOOFDSTUK XII.

## MIDDELBAAR ONDERWIJS.

Onder artikel 78, vroeg de Middenafdeeling of het uit beginsel is dat de Regeering weigert bij te dragen tot het bouwen van middelbare scholen.

De Middenafdeeling verzoekt den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs daarover uitleggingen te geven bij de behandeling van zijne begrooting.

## HOOFDSTUK XIII.

## LAGER ONDERWIJS.

Al de kredieten voor het lager onderwijs zijn verhoogd.

De aanzienlijkste verhoogingen zijn die voor den gewonen dienst van het lager onderwijs (350,000 frank) en voor de bewaarscholen en de scholen voor volwassenen (145,000 frank).

Eenerzijds zijn zij een gevolg van de toeneming van 's lands bevolking, en anderzijds van de verbetering van het schoolbezoek.

't Is niet onbelangrijk te dien aanzien kennis te nemen van de inleidings-nota's onder de artikelen 103 en 112. Daaruit volgt, dat het cijfer der bevolking van de lagere gemeentescholen, aangenomen en aanneembare scholen, ieder jaar toeneemt.

Dat is ook het geval met de bewaarscholen en de scholen voor volwassenen. Zoo vermeerderde, in 1903, het getal leerlingen in eerstbedoelde met 9,249, en in laatstbedoelde met 19,271.

Dus zijn de gevraagde verhoogingen van krediet volkomen gegrond, en de Middenafdeeling kan niet anders dan voorstellen dat de Kamer ze zou goedkeuren.

Hetzelfde geldt voor het krediet van 800,000 frank, op het ontwerp van begrooting uitgetrokken voor het bouwen, meubileren, enz. van lagere scholen (art. 120).

Doch er is aangemerkt dat dit krediet ontoereikend zou kunnen zijn, omdat de Regeering ten achter is voor de betaling van toelagen, aan sommige gemeenten verschuldigd. Zelfs is er beweerd, dat het achterstallige overgroot is en dat de Regeering aan vele gemeenten aanzienlijke sommen is verschuldigd.

Is dit waar, dan hoeft het krediet van 800,000 frank gedeeltelijk te dienen om die sommen te vereffenen; doch dan ontstaat de vraag hoe de Regeering gevolg zal geven aan al de ontwerpen, die zij gerechtvaardigd acht.

Tot in 1899, bedroeg het krediet slechts 700,000 frank. Het werd tot 800,000 frank verhoogd op de gewijzigde begrooting voor het dienstjaar

1900. Sedert werd het gehandhaafd op dit cijfer, dat nog ontoereikend schijnt.

Het ontwerp van begrooting werd goedgekeurd met eenparige stemmen, min eene onthouding.

*De Verslaggever,*

R. COLAERT,

*De Voorzitter,*

F. SCHOLLAERT.

